

Joao Bernardo : Malthus, théoricien de la croissance économique

Malthus méritait une meilleure postérité.

Robert Malthus est toujours cité par les défenseurs des limites de la croissance, mais le fait qu'il ait totalement inversé sa position constitue le premier grand démenti opposé à la théorie de l'épuisement de la nature, démenti infligé par son inventeur même.

1.

Estimé par certains et détesté par d'autres, Malthus s'est fait connaître comme l'auteur de l'*Essai sur le principe de population*¹, ouvrage dont la première édition date de 1798. Généralement, on se souvient uniquement de sa thèse centrale selon laquelle la population tend à croître dans le cadre d'une progression géométrique tandis que la production agricole a tendance à croître selon une progression arithmétique. Malthus mérite mieux que cette caricature.

Tout d'abord parce qu'il fut le premier professeur d'économie en Angleterre, et que peu d'individus peuvent se vanter d'avoir initié une discipline scientifique dans leur pays. En outre, Malthus enseigna l'économie au Collège de la Compagnie des Indes orientales, institution destinée à former les employés de cette entreprise. Cette société occupait une place de premier rang à l'époque, parce qu'elle fut, avant les grandes transnationales contemporaines, la plus pure expression de la souveraineté de l'entreprise. D'autre part, la Compagnie des Indes participa à la genèse de la formation de la fonction publique moderne dans les pays anglo-saxons, inspirant des réformes administratives en Grande-Bretagne puis aux États-Unis.

De plus, si les prévisions contenues dans la thèse de Malthus connurent un échec retentissant, sa théorie elle-même n'était pas entièrement dépourvue de justification. Dans les conditions démographiques de l'époque, émettre l'hypothèse que la population allait se multiplier de façon géométrique et doubler tous les vingt-cinq ans avait une certaine base réaliste ; en outre, lorsque l'*Essai sur le principe de population* fut publié, la population européenne comptait environ 150 millions d'habitants et la population mondiale 750 millions, chiffre quasiment équivalent à celui de la population européenne actuelle, alors que la population mondiale dépasse maintenant les 7 milliards. Le plus grand échec de l'*Essai sur le principe de population* fut de supposer que la production alimentaire aurait tendance à suivre une progression arithmétique simple, ce qui n'avait pas de fondement empirique valable. Et comme, dans la réalité, l'augmentation de la production agricole dépassa de beaucoup la croissance démographique, la relation entre les deux tendances ne correspondit pas aux prévisions de Malthus.

Cependant, on oublie souvent que Malthus a fini par avoir en partie raison, puisque l'humanité s'est mise à limiter les naissances. Il est vrai que cette limitation s'est produite d'une façon très différente de celle qu'il souhaitait, dans la mesure où son moralisme religieux ne lui permettrait pas d'accepter les méthodes contraceptives actuelles. Il est vrai aussi que, dans les pays où a lieu la stabilisation démographique, elle a été causée par des raisons ignorées par Malthus et qu'il ne pouvait pas anticiper. Malthus espérait que la raison amènerait les êtres humains à diminuer leur descendance, alors que, dans les pays riches, les facteurs économiques ont eu un rôle plus important que celui de la raison, ou se sont superposés à elle, dans la mesure où il est devenu rentable d'avoir moins d'enfants. Dans un système d'exploitation fondé principalement sur la plus-value absolue, la productivité est faible et les familles pauvres ont intérêt à engendrer une nombreuse progéniture, qui serve rapidement de main-d'œuvre, aide à cultiver les champs, ou contribue au salaire familial. Telle est la situation qui se rapproche du modèle malthusien. Dans un système d'exploitation fondé principalement sur la plus-value relative, cependant, la productivité est élevée et les familles ont intérêt à avoir moins d'enfants. J'ai exposé ce mécanisme dans mon livre, *Economia dos conflitos sociais* en ces termes :

« Dans les périodes et les régions où le capitalisme a été capable de développer considérablement le processus de la plus-value relative, il a pu ainsi assurer un taux de croissance significatif des salaires

¹ Disponible en version papier (Flammarion, 1992) et sur http://classiques.uqac.ca/classiques/maltus_thomas_robert/malthus.html

en termes matériels, et cela a eu un double effet combiné. D'une part, l'augmentation de la productivité libère de la force de travail dans chaque branche de la production, ce qui permet d'ouvrir de nouvelles branches ; et, tandis que le nombre de travailleurs est en excédent dans les secteurs où l'on constate une augmentation de la productivité, dans l'économie considérée globalement cette augmentation entraîne la réduction du volume de la force de travail par rapport au volume des éléments du capital constant ; cela provoque donc aussi une diminution de la demande capitaliste en travailleurs par rapport à l'augmentation du nombre de biens produits. Ce contexte est absolument opposé à toute croissance démographique significative et incite les familles ouvrières à ne pas procréer davantage d'enfants que ceux susceptibles de répondre à une demande d'emploi dont la tendance connaît clairement une baisse relative. D'autre part, dans une situation où les salaires réels augmentent, l'intérêt de chaque famille ouvrière est d'augmenter légèrement la rémunération familiale grâce à l'emploi du père et de la mère dans des entreprises, mais aussi de limiter le nombre de ses enfants.

«Comme le salaire familial est gagné seulement par les membres de la famille qui travaillent dans des entreprises, et comme la progression de leurs allocations, etc., n'est pas proportionnelle avec la progression des besoins liés au nombre croissant d'enfants, les familles ouvrières ont intérêt à limiter la taille de leur progéniture, afin de pouvoir effectivement profiter de l'augmentation du niveau de vie permise par la croissance réelle du salaire familial. Ces effets se combinent et se renforcent mutuellement, de telle sorte que les capitalistes, tout comme les familles ouvrières, ont intérêt à réduire la procréation de futurs travailleurs. La plus-value relative, à savoir, le développement capitaliste, implique donc d'abord, la baisse du taux de croissance démographique, puis sa stabilisation à un niveau très faible²».

En pratique, pour ce qui concerne le facteur démographique, tout s'est passé dans les pays riches comme si les avertissements de Malthus avaient été entendus. Cependant, le mécanisme prévu dans son *Essai sur le principe de population* a fonctionné à l'envers, puisque la croissance de la population a été entravée dans les pays où la production alimentaire augmentait le plus, précisément à cause de cette augmentation de l'offre de biens.

Dans ces circonstances, il importe de souligner que, si le nom de Malthus a été associé à un modèle dans lequel la demande tend à croître beaucoup plus rapidement que l'offre, en fin de compte il consacra plus de temps et d'ingéniosité à défendre une perspective inverse, selon laquelle l'économie est menacée par le fait que la demande n'arrive pas à correspondre à l'augmentation de l'offre. C'est à cause de ce second modèle ignoré encore aujourd'hui par le grand public que j'ai fait remarquer au début de cet article que Malthus méritait mieux que sa réputation actuelle.

2.

En 1820, Malthus publia les *Principes d'économie politique*³, dont l'édition posthume, revue et corrigée, parut seize ans plus tard. Je me réfère ici à cette deuxième édition.

Dans ce livre, la préoccupation centrale de Malthus porte sur la possibilité qu'une quantité excessive de revenus soit épargnée, que l'augmentation de la demande ne suffise pas à absorber l'augmentation de l'offre, et donc que disparaisse ce qui stimule la production de biens. Selon lui, *«si la conversion des revenus en capital poussée au-delà d'un certain point doit nécessairement, grâce à la réduction de la demande effective d'un produit, mettre au chômage les classes travailleuses, il est évident que l'adoption d'habitudes frugales au-delà d'un certain niveau peut entraîner d'abord des conséquences plus pénibles, puis une baisse accentuée de la richesse et de la population»* (p. 326). En bref, *«le principe de l'épargne, porté à l'excès, détruira la stimulation de la production»* (p. 7). Notez que le concept de «demande effective», central dans cette thèse, a été créé par Malthus, je crois dans une étude publiée en 1800. Comme l'écrit Malthus dans les *Principes d'économie politique*, la plus grave des erreurs de Jean-Baptiste Say, James Mill et David Ricardo fut de supposer que l'accumulation garantit la demande, *«ou que la consommation des travailleurs employés par ceux qui veulent surtout épargner*

² *Economia dos conflitos sociais*, p. 99 du PDF en ligne.

³ *Principles of Political Economy, Considered with a View to their Practical Application*, Augustus M. Kelley, 1964. [Traduit en français chez Nabu Press, 2012, (NdT)].

puisse créer une demande effective pour les marchandises, encourageant ainsi une croissance continue du produit» (p. 322). Malthus établit ainsi une distinction entre capacité potentielle de production et production réelle, distinction qui découle de la demande effective. «*Un homme qui n'a que son travail peut créer, ou ne pas créer, une demande effective de produits, selon que son travail est l'objet, ou n'est pas l'objet, de la demande de ceux qui disposent de ces produits*» (pp. 311-312).

La thèse centrale des *Principes d'économie politique* avait déjà été préparée, entre 1814 et 1817, dans le cadre de la correspondance assidue entre Malthus et Ricardo ; la discussion sur ce sujet se poursuivit en 1818 par la publication de la première édition de l'ouvrage. Les deux économistes poursuivirent leur échange régulier de lettres⁴ en énonçant leurs arguments respectifs, sans jamais arriver à se convaincre. Ils répétaient sans cesse «*votre dernière lettre est loin de me convaincre*», etc., mais, malgré cela, leur correspondance se poursuivit, heureusement, car nous pouvons aujourd'hui suivre l'évolution de leur pensée.

Déjà, dans sa lettre du 6 juillet 1814, Malthus considérait que «*le grand élément de la demande effective – le désir de consommer de ceux qui possèdent des revenus suffisants a toujours nécessairement une grande influence*» et il ajoutait que Ricardo «*le néglige trop*» (volume VI, p. 112). Il revint sur ce sujet le 11 septembre de la même année: «*Il est vrai qu'un pays a la possibilité d'acheter tout ce qu'il produit, mais je peux facilement imaginer qu'il ne le veuille pas [...]*» (volume VI, p. 132). «*Tout ce qui est arrivé dernièrement semble conforter mon idée de l'efficacité toute-puissante de la demande*», écrivit-il dans une lettre adressée à Ricardo le 11 janvier 1817, «*et montre que nous sommes vraiment très loin de dépendre seulement de l'offre*» (volume XI, p. x).

Jusque-là, les économistes s'étaient surtout concentrés sur le risque inverse, celui que la demande dépasse la production, ce qui conduirait à une crise de la capitalisation et donc une crise de la production. Peur compréhensible parce que la nouvelle économie bourgeoise commençait à peine à imposer ses critères à une élite encore imprégnée par les normes de comportement de la noblesse, dont le statut était défini par le luxe et des dettes permanentes.

Mais, à l'époque où Malthus écrivit les *Principes d'économie politique*, le fait de concevoir le danger inverse révèle chez cet auteur une remarquable capacité d'anticipation même s'il présenta cette idée comme le fruit d'une simple observation de la réalité. «*Pratiquement dans le monde entier, la vraie richesse de tous les Etats que nous connaissons est bien inférieure à leurs capacités productives*» (p. 313). Malthus envisagea même que, si la Grande-Bretagne diminuait durablement le taux de croissance de sa consommation, les manufactures et l'agriculture déclineraient, le pays s'appauvrirait et se dépeuplerait. Les symptômes de la crise anglaise durant ces années, écrivit-il dans une lettre à Ricardo le 16 juillet 1821, «*me semblent exactement semblables à ceux qui résulteraient d'une transformation soudaine du travail improductif en travail productif et de la diminution de la consommation improductive*» (volume IX, p. 21).

Cette thèse de Malthus doit être distinguée de celle défendue par Sismondi, parce que, même si les résultats arithmétiques peuvent être confondus, ils obéissent à des mécanismes inverses. Des auteurs comme Sismondi, qui adoptent une perspective de sous-consommation, supposent que le chômage tend à augmenter et que les salaires ont tendance à diminuer et à se maintenir à un niveau minimum, donc que les profits des capitalistes s'opposent à l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Selon Sismondi, l'État doit intervenir pour freiner l'augmentation de la production et modérer le rythme du progrès technique. Une grande partie de la soi-disant «*gauche*» actuelle devrait se regarder dans le miroir de Sismondi. Au contraire, Malthus envisageait la perspective d'une surproduction, c'est-à-dire la capacité technique d'accroître le volume des produits, quel que soit ce qui arrive aux salaires ; pour lui, la solution des crises ne résidait pas dans une limitation de l'offre, mais dans une augmentation de la demande.

Pour résoudre la situation dans laquelle une épargne exagérée conduit la demande à ne pas correspondre pas à l'augmentation de l'offre, Malthus proposa, dans les *Principes d'économie politique*, que l'on augmente la rémunération et le nombre de salariés improductifs. Vous noterez qu'il avait adopté une définition du travail productif et du travail improductif correspondant à la matérialité des produits ; et, pour lui, les services à la personne n'étaient pas donc directement productifs. Selon Malthus, les ouvriers des manufactures, les agriculteurs et aussi les travailleurs des services pouvaient

⁴ Cf. Piero Sraffa et M. H. Dobb (dir.), *The Works and Correspondence of David Ricardo*, Cambridge University Press, 1951-1973.

épargner et appliquer cette épargne dans le domaine de la consommation, mais seuls les ouvriers et les agriculteurs étaient en mesure, dans le même temps, d'augmenter la production.

De plus, les améliorations techniques qui entraînent une augmentation de la productivité signifient qu'un nombre décroissant de travailleurs peut produire davantage de biens. Dans ces circonstances, observa Malthus, si les riches épargnaient sur les sommes versées aux salariés qui leur fournissent des services personnels, ils contribueraient à ce que l'augmentation de la consommation soit supérieure à l'augmentation de la production et stimuleraient ainsi la production de biens. Pour éviter les crises, il fallait donc augmenter le revenu salarial des travailleurs improductifs qui consomment sans produire.

Après la publication des *Principes d'économie politique*, dans une lettre à Ricardo écrite le 7 juillet 1821, Malthus insista : «*si une augmentation de la capacité de production n'est pas accompagnée par une augmentation des dépenses improductives, cela réduira inévitablement les profits et mettra les travailleurs au chômage*» (volume IX, pp. 10-11).

Dans les *Principes d'économie politique*, Malthus expliqua que, contrairement à ce qui se passe avec les travailleurs productifs, les travailleurs improductifs «*sont payés sur les revenus, et non sur le capital. Ils n'ont pas tendance à augmenter les coûts et à réduire les profits. Au contraire, ils ne modifient pas les coûts de production, dans la mesure où ces coûts se rapportent aux quantités de travail requises pour produire chaque bien, et néanmoins ils augmentent les profits parce qu'ils accroissent la demande de produits matériels par rapport à leur offre*» (p. 409). Cependant, Malthus ne se référait qu'aux travailleurs improductifs dépendant des revenus privés, puisque les autres (tels les soldats, les marins ou les fonctionnaires) étaient payés avec les recettes des impôts et de la dette publique ; les avantages obtenus en ce qui concerne la répartition des profits et l'augmentation de la demande pouvaient être annulés par les inconvénients résultant de l'augmentation des impôts.

En résumé, selon les *Principes d'économie politique*, il existe un niveau d'équilibre entre, d'une part, l'épargne qui conduit à l'investissement et, de l'autre, l'épargne qui amène la consommation à correspondre à l'augmentation de l'offre. Si cet équilibre est rompu, l'excès d'épargne, donc, l'insuffisance relative de la consommation, entraîne qu'une partie de la nouvelle offre ne trouve pas d'acheteurs, ce qui amènera de nombreux capitaux à ne pas réaliser de profits et jettera de nombreux travailleurs au chômage, supprimant l'incitation à la production. Dans les *Principes d'économie politique*, c'est la question de la demande effective qui explique les crises. Pour surmonter la crise, il faudrait augmenter la demande sans que, dans une première phase, on augmente la production, sinon le remède n'aurait pas d'effet. Mais un tel résultat ne pourrait être atteint que si les riches salariaient un plus grand nombre de travailleurs improductifs, c'est-à-dire ceux qui consomment sans produire. Cette augmentation de la demande entraînerait, dans la phase suivante, la reprise de la production, de sorte que l'offre pourrait correspondre à la nouvelle demande, ce qui rentabiliserait les capitaux et développerait l'emploi. La crise serait alors dépassée.

Keynes s'est inspiré du modèle de déséquilibre formulé par Malthus, résultant de l'insuffisance de la demande, pour concevoir le genre de déséquilibre où l'épargne augmente plus que l'investissement. En ce qui concerne les solutions proposées à ce déséquilibre, Malthus fut un précurseur de Keynes, puisqu'il avait anticipé l'observation des différences sociales dans la propension marginale à consommer ; il considérait que l'accumulation des demandes provenant de personnes à faible revenu et qui se répètent très fréquemment était beaucoup plus importante qu'une seule demande d'une personne jouissant de revenus élevés et qui achète des biens très durables (p. 374). Et dans une lettre du 7 juillet 1821, postérieure à la première édition des *Principes d'économie politique*, Malthus décrivit clairement la relation entre le niveau global de la consommation et la distribution du produit : «*la question principale est de savoir si [le produit] est réparti entre les différentes parties intéressées de telle sorte que cela crée une demande véritablement effective de la production future*» (volume IX, p. 10).

Cependant, contrairement à ce qui sera mis en pratique un siècle plus tard, dans le cadre du New Deal et de l'État-providence, Malthus se méfiait de l'action gouvernementale. Pour lui, l'augmentation de la dette publique était un outil d'intervention très risqué : «*nul n'aurait l'idée de confier à un gouvernement quelconque les moyens de procéder à une autre répartition des richesses en vue de satisfaire l'intérêt général*» (*Principes d'économie politique*, p. 410).

Malgré cela, «*quand nous nous efforçons d'aider la classe ouvrière dans une période comme celle-ci [durant les années suivant les guerres napoléoniennes], il est préférable de leur donner un emploi dans les types de tâches dont les résultats ne sont pas vendus sur le marché, telles que les routes et les travaux publics*» (p. 429). Malthus craignait certainement que ce type d'intervention entrave le réajustement ultérieur des marchés. Dans l'ensemble, cependant, «*la décision de donner un emploi aux*

pauvres pour qu'ils travaillent dans l'entretien des routes et les travaux publics, et la tendance des propriétaires et des individus riches à se faire construire des bâtiments, à améliorer et embellir leurs terres et à employer des travailleurs et des domestiques sont des moyens à notre disposition et plus aptes à remédier aux inconvénients résultant de la perturbation de l'équilibre entre production et consommation, perturbation causée par le fait que les soldats, les marins et différentes autres catégories mobilisées pour la guerre sont soudainement convertis en travailleurs productifs» (p. 430).

3.

Dans les *Principes d'économie politique*, Malthus considéra que les travailleurs productifs étaient en mesure d'augmenter la production à l'intérieur de limites indéfinies, mais nécessairement considérables. «*Il est certainement exact que la richesse produit des besoins, mais il est encore plus vrai que les besoins produisent de la richesse*», écrivit-il. Cette affirmation contraste de façon frappante avec le modèle démographique exposé dans *l'Essai sur le principe de population* et inverse la relation entre le rythme de croissance de la population et celui de la production. «*La plupart des difficultés à transformer des pays non civilisés et sous-peuplés en des pays civilisés et raisonnablement peuplés proviennent du fait qu'il faut leur inspirer des besoins susceptibles de les encourager à produire de la richesse*» (p. 403). Mais même sans tenir compte du colonialisme et en nous limitant aux pays où le capitalisme était déjà installé, le fait que, dans les *Principes d'économie politique*, Malthus considère la demande effective comme une source de problèmes nous conduit à penser que si la consommation peut stimuler la production, c'est parce que les limites naturelles ont une certaine élasticité.

Déjà, dans sa lettre à Ricardo du 9 octobre 1814, bien qu'il rappelle «*ce que j'ai écrit au sujet de la question des aliments et de la population*», Malthus invoque l'apparition d'«*améliorations*» «*à la fois dans l'agriculture et les manufactures*» (volume VI, p. 140). Ce fut le point de vue qu'il adopta dans les *Principes d'économie politique* et il admet que, «*comme cela arrive toujours, les améliorations introduites dans les machines, la baisse des bénéfices et l'augmentation des aptitudes [des qualifications] dans les fabriques comme l'agriculture font que l'on peut produire un grand volume d'articles manufacturés beaucoup plus facilement qu'auparavant, alors que l'accroissement des compétences dans l'agriculture évite qu'augmente la difficulté à obtenir des matières premières*» (p 58). En admettant cela, Malthus accepte l'idée que les limites naturelles sont extensibles au point qu'elles peuvent déclencher des crises d'excès de la production par rapport à la demande réelle.

Signalons aussi la lettre qu'il écrivit à Ricardo, le 5 mai 1815, dans laquelle il envisage la possibilité que la population n'augmente pas proportionnellement à l'augmentation des capacités productives, ce qui pourrait empêcher que l'offre crée sa propre demande (volume VI, p. 225). Malthus avance dans cette lettre une hypothèse exactement opposée au modèle qu'il avait défendu dans *l'Essai sur le principe de population*.

À cet égard, lorsqu'il cite dans *Le Capital*⁵ un passage des *Principes d'économie politique* où Malthus indique la possibilité que la croissance de l'accumulation capitaliste soit supérieure à la croissance de la population, on peut s'étonner que Marx n'ait pas souligné que cette thèse implique le renoncement au modèle démographique généralement associé au nom de Malthus.

Dans les *Principes d'économie politique* Malthus suivit, autant qu'il lui était possible, *La Richesse des nations* d'Adam Smith, et comme pour ses contemporains et beaucoup de gens encore aujourd'hui, le travail de Smith était dominé par la notion de la *main invisible*, la main invisible des marchés, Malthus souligna l'inspiration développementaliste de ce livre. En fait, les préoccupations développementalistes de Malthus apparaissent clairement lorsqu'on constate que le chapitre VII de la première édition des *Principes d'économie politique*, «*Sur les causes immédiates du progrès de la richesse*», est devenu, dans la deuxième édition et le livre II, «*Sur le progrès de la richesse*», acquérant ainsi plus de relief et d'autonomie. La nouvelle version de l'économie malthusienne ne se présenta pas comme hétérodoxe face aux positions de Smith, mais comme une polémique contre les lectures de Smith dont Ricardo était le principal exposant.

Critiquant la théorie ricardienne de la rente foncière, Malthus nia que la rente fût assimilable à l'excédent du prix par rapport au coût de production en raison d'un monopole. Dans les *Principes d'économie politique* nous lisons que «*la fertilité de la terre lui confère la possibilité de produire une rente, parce qu'elle produit un volume excédentaire de biens indispensables qui dépasse les besoins des*

⁵ Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'Économie Politique*, Éditions Sociales, 1973, volume III, p. 78.

agriculteurs ; et la nature même des biens indispensables à la vie, quand ils sont correctement répartis, tend de façon décisive et constante à conférer une valeur à cet excédent, en augmentant une population qui forme une demande» (p. 143). Malthus attira l'attention sur le fait que les physiocrates avaient déjà insisté sur cette propriété du sol comme fondement de la rente ; dans la même perspective, il ajouta que «la rente est le résultat naturel d'une qualité inestimable de la terre, que Dieu a donnée à l'humanité – la qualité d'être capable de nourrir plus de gens que ceux qui doivent la travailler» (pp. 147-148). Si la terre diminuait de moitié sa fécondité, nota Malthus, l'économie serait sérieusement compromise ; dans ce cas, la plupart des terres aujourd'hui cultivées seraient abandonnées, la rente diminuerait, et le déclin économique réduirait la population et la demande.

Cette théorie de la rente est contraire au modèle toujours associé au nom de Malthus, selon lequel la rente tendrait vers l'infini, jusqu'à ce que la catastrophe démographique la fasse tendre vers zéro. Dans les *Principes d'économie politique*, cependant, le facteur de changement n'est pas l'évolution démographique, mais la productivité de la terre, dont l'augmentation provoquerait une croissance de la population et stimulerait l'économie, accroissant ainsi la rente. Bien que Malthus ait estimé que les économies d'échelle étaient une caractéristique générale des manufactures et les rendements décroissants une caractéristique générale de l'agriculture et bien qu'il continuât à blâmer les pauvres pour leur fécondité trop élevée et leur imprévoyance, ce mécanisme par lequel l'augmentation de la population stimulerait l'augmentation des superficies cultivées et donc celle de la production agricole est contraire au modèle exposé dans son *Essai sur le principe de population*.

Malthus a expliqué qu'il avait analysé, dans son essai sur la démographie, la domination de l'offre sur la population d'un pays, mais que les *Principes d'économie politique* allaient analyser les causes qui déterminent cette offre. Dans certaines limites, la croissance de la population augmente la demande et stimule l'économie. Mais «en se heurtant à la limitation des moyens de subsistance, la pression de la population ne fournit pas un stimulus efficace pour la croissance ininterrompue de la richesse» (p. 311). Le principal obstacle vient-il alors de la nature ou de la société?

Malthus avait adopté la mesure de la valeur adoptée par Adam Smith, selon laquelle la valeur d'un produit est définie par la force de travail qu'il a permis de salarier. Ainsi, explique Malthus, lorsque la population croît davantage que les moyens de subsistance, la portion des moyens de subsistance destinée à chaque travailleur serait inférieure, ce qui ferait augmenter sa valeur, puisque la même quantité de produits incorporerait plus de travail. Par conséquent, en ce qui concerne la terre, davantage de terres et de sols moins fertiles seraient cultivés. Dans sa polémique contre Ricardo, et dans les *Principes d'économie politique*, Malthus explique que la rente foncière est un facteur de progrès, parce qu'elle conduit à cultiver davantage de terres, à produire plus de types de denrées agricoles, à augmenter l'emploi et ainsi de suite. Analysant une situation inverse, et critiquant Jean-Baptiste Say, James Mill et David Ricardo, Malthus fait valoir que les marchandises ne doivent pas être comparées seulement entre elles, mais aussi simultanément avec les coûts de production et la demande. Cependant, si la production augmente et que la demande reste stationnaire, même si les coûts de production ne changent pas, la valeur des marchandises diminue, si on la mesure par la force de travail qu'elles permettent de salarier. À la suite de ce processus, l'accumulation du capital serait entravée (pp. 316-317). Il est difficile d'être plus restrictif et concis que Malthus l'a été dans sa lettre du 26 janvier 1817 : «Je suis absolument d'avis que, dans la pratique, l'obstacle réel qui se dresse contre la production et la population résulte davantage d'un manque de stimulation que de l'absence de capacité productive» (volume VII, p. 123).

Ainsi, nous constatons un contraste total entre le modèle démographique de l'*Essai sur le principe de population* et l'analyse des crises effectuée dans les *Principes d'économie politique* ; en effet, dans ce second ouvrage le déclin de la population résulte d'une épargne excessive qui entrave les potentialités de la consommation et de la production. Il est vrai que Malthus a cru que l'augmentation de la productivité des machines réduirait l'emploi total, mais, à l'époque où il écrivit ces lignes, il n'y avait pas encore de base empirique pour penser autrement. Néanmoins, selon Malthus, «il n'y a guère de raisons de craindre que la croissance du nombre de machines ait des conséquences constamment désastreuses», à condition que l'on augmente la demande et la consommation. «Tout comme la fertilité de la terre, l'invention de bonnes machines favorise une capacité productive extraordinaire». Pour conclure ce passage théorique décisif, Malthus observe : «les trois principales causes les plus favorables à la production sont l'accumulation de capital, la fertilité des sols et les inventions servant à économiser du travail» ; néanmoins, «comme toutes ces causes tendent à faciliter l'offre, sans référence à la demande, il est peu probable qu'elles fournissent, séparément ou ensemble, un stimulus suffisant pour une croissance ininterrompue de la richesse» (p. 360).

La rigidité ou l'élasticité de la demande étaient pour Malthus des facteurs fondamentaux de sorte que l'offre et la demande n'étaient pas des variables symétriques ; il démolit la thèse selon laquelle un produit donné pourrait être excédentaire, mais pas tous les produits en même temps. Les marchandises ne sont pas toujours échangées contre d'autres, explique-t-il, mais elles sont toutes échangées contre du travail, ce qui soulève la question du manque d'emploi. «[...] *Si la population augmente alors qu'il n'y a pas besoin d'un montant supplémentaire de travail, cette augmentation sera rapidement entravée par le manque d'emplois et les maigres moyens de subsistance des salariés ; cela ne suscitera pas le stimulus nécessaire à une augmentation de la richesse proportionnelle à la capacité productive*» (p. 313). Le problème vient du manque d'emplois, donc d'une insuffisance de la demande conduisant à des investissements inférieurs aux besoins ; le problème ne vient pas d'obligations dictées par la nature, au point que, pour le résoudre il faudrait recourir à des mesures de dépassement de la crise semblables à celles énoncées auparavant. Encore une fois, la théorie du développement de Malthus est bien supérieure à sa théorie de la population.

Contrairement à ce qui est arrivé à son modèle démographique, Malthus a imaginé une situation dans laquelle la capacité de production des biens dépasse la demande sociale, ce qui est exactement l'opposé du modèle préconisé par les écologistes. Il est tristement ironique de constater qu'une certaine gauche partisane de la décroissance préfère s'inspirer de l'*Essai sur le principe de population* plutôt que des *Principes d'économie politique* !